

## **Le virage difficilement lisible du Kremlin**

*di Vladislav Inozemtsev*

La contraction de l'économie au début de l'année 2026 s'explique par l'abandon des mesures de libéralisation, analyse l'économiste russe

Tout récemment, les autorités russes ont reconnu que l'économie du pays s'était contractée d'environ 0,5 % au premier trimestre. Ce résultat a été perçu par beaucoup comme une surprise, car il contredisait l'image d'une économie russe résiliente et ne reflétait pas les bénéfices qu'elle semblait tirer de l'explosion des prix du pétrole. Alors, que s'est-il passé et à quoi faut-il s'attendre dans les mois à venir ?

Le ralentissement actuel est, pour une grande part, provoqué par les politiques économiques irresponsables du Kremlin. Pour faire court, celui-ci a tenté de gérer l'économie russe comme si la guerre n'avait pas lieu, comme si elle fonctionnait dans des conditions classiques de libre marché. Lorsque, en 2022, le président russe, Vladimir Poutine a lancé son assaut contre l'Ukraine, ses conseillers économiques ont pris une série de mesures assez efficaces, aboutissant à une libéralisation économique massive : les « importations parallèles » pour contourner les restrictions ont établi rien de moins qu'un régime de libre-échange ; le moratoire sur les faillites a rendu les risques commerciaux plus acceptables ; les réglementations bancaires ont été assouplies ; les impôts sont restés inchangés jusqu'en 2024 ; et, point très important, le taux directeur de la Banque de Russie a été abaissé à 7,5 % à la fin de 2022, alors que l'inflation pour l'exercice 2022 s'élevait à 11,9 %. Conjugée à une croissance massive des financements publics et à une forte baisse des sorties de capitaux, cette politique a favorisé une croissance solide en 2022-2023, malgré les sanctions occidentales.

Mais, quand l'inflation en 2024 a commencé à s'envoler en raison de la croissance à deux chiffres des dépenses budgétaires et du spectaculaire déversement d'argent destiné au personnel militaire (tant pour les défunts que pour les vivants), les autorités

financières russes ont décidé de la combattre. En parallèle, constatant la diminution de ses fonds de réserve, Poutine a opté pour des hausses d'impôts : la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu est passée de 13 % à 22 % entre 2020 et 2025, la TVA a grimpé de 20 % à 22 %, et certaines taxes indirectes ont doublé, comme la « taxe de recyclage » prélevée sur les véhicules neufs. Poutine aurait pourtant dû se souvenir que, dans les années 2000, lorsque l'économie russe était en plein essor sous sa direction, l'inflation annuelle moyenne était de 13,6 % (entre 2000 et 2007) et les impôts avaient été considérablement abaissés en 2001, quand bien même les réserves étaient pratiquement inexistantes.

### **Confiance en berne**

Dans ces conditions, une politique économique raisonnable pour 2025 aurait dû combiner une stabilité fiscale, des taux directeurs accommodants, le gel des tarifs des services publics d'Etat, des politiques d'importation libéralisées et un recours accru à l'emprunt pour soutenir les dépenses budgétaires. Au lieu de cela, le Kremlin a autorisé une hausse brutale du taux directeur et, par conséquent, des coûts d'emprunt ; il a augmenté de nombreux impôts, qui pèsent notamment sur les petites et moyennes entreprises ; il a modifié le statut des autoentrepreneurs ; et il a presque paralysé les « importations parallèles » transitant vers la Russie par les pays postsoviétiques. Ce n'est pas tout : il a lancé une campagne de « renationalisation », qui a sapé la confiance des entreprises, et entamé une « guerre contre Internet » qui paralyse l'économie numérique de la Russie – ce qui s'est traduit par une perte évaluée à 0,5 point du PIB. Comme cela a été reconnu récemment, les hausses d'impôts de 2025 n'ont entraîné aucune augmentation des recettes budgétaires.

Difficile de comprendre les raisons pour lesquelles le président Poutine, qui a été témoin des booms du début des années 2000 et de 2022-2023 liés à la libéralisation économique, a décidé d'inverser ses politiques en faveur de pratiques néosoviétiques : tout récemment, son principal conseiller a même admis le retour à une économie planifiée. C'est bien ce virage qui a fait passer l'économie russe d'une « *croissance miracle* » à une stagnation.

Il est en revanche plus simple d'expliquer les raisons pour lesquelles la guerre israélo-américaine contre l'Iran a eu sur l'économie russe un effet limité. Certes, les prix du

brut ont augmenté, ce qui favorise la Russie. Mais, d'un autre côté, les entreprises et les consommateurs russes ont commencé, dès la fin de 2024, à changer d'état d'esprit économique. Les entreprises se sont retrouvées lourdement endettées auprès des banques et ont commencé à réduire leurs coûts ; beaucoup d'entre elles sont devenues incapables de payer leurs factures. Quant aux consommateurs, ils ont réduit leurs dépenses en se tournant vers des chaînes de distribution moins chères, en réduisant les restaurants et les vacances. Et eux aussi ont augmenté leurs emprunts.

L'économie russe est une éponge sèche : si de l'argent frais arrive, il sert à colmater les trous apparus dans les finances des ménages, des entreprises ou de l'Etat. Poutine a exhorté la population à rembourser les dettes contractées auprès des banques. Les consommateurs, même quand ils voient leurs revenus augmenter, ne changent pas forcément leurs habitudes de consommation et préfèrent souvent épargner, face à une situation globale incertaine.

Pour toutes ces raisons, il est probable que l'on assiste d'ici à la fin de l'année 2026 à une amélioration de la situation des finances publiques, mais sans redémarrage économique. Le gouvernement vient d'ailleurs de réduire drastiquement ses prévisions de croissance, les ramenant de 1,3 % à, à peine, 0,4 % pour 2026. La croissance ne reviendra que si les prix du pétrole se maintiennent à un niveau élevé au moins jusqu'à l'automne. C'est seulement dans ce cas que l'« éponge sèche » redeviendra humide et pourra servir.

*Vladislav Inozemtsev est économiste, chercheur associé au Royal Institute of International Affairs (Chatham House, Londres) et cofondateur du Center for Analysis and Strategies in Europe, un groupe de réflexion basé à Chypre*